GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES,

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS,
N° 41.
Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE
17 fr. pour trois mois ;
34 fr. pour six mois ;
68 fr. pour l'année.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR ROYALE DE LYON (chambre des mises en accusation).

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. REYRE. — Séance du 5 juin.

Le délit de diffamation, commis par la voie de la presse, envers un témoin, à raison de sa déposition, est-il de la compétence des Cours d'assises ou de celle des Tribunaux correctionnels ? (Rés. dans le premier sens.)

Quand le ministère public n'agit point par citation directe, est-il nécessaire, pour la validité de la procédure, qu'il y ait saisie de l'écrit incriminé ? (Rés. nég.)

Ces questions, dont la première est entièrement neuve et a, dit-on, donné lieu à de vives controverses dans le sein du parquet et de la Cour, sont nées des faits suivants :

Un sieur Jomard a été arrêté à Lyon, comme ayant pris part à l'insurrection d'avril. Dans la procédure suivie contre lui, on a entendu comme témoin à charge le sieur Daperret, dont la déposition donnerait apparemment quelque appui à la prévention.

Jomard a fait insérer, dans la *Gazette du Lyonnais* du 18 mai, une lettre qui se termine par ce passage relatif à la déposition de Daperret : « Je vous adresse ces lignes, afin de livrer au mépris public celui qui n'a pas craint d'assumer sur lui le titre de mensonger et vil dénonciateur. »

Plainte en diffamation de la part de Duperret. Une instruction est dirigée tout à la fois contre Jomard, auteur de la lettre, et contre M. Théodore Pirat, gérant du journal ; mais aucune saisie n'est pratiquée.

La chambre du conseil, à qui l'affaire est soumise, décide qu'il n'y a lieu à suivre, attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi du 26 mai 1819, notamment des art. 9 et 11, que la poursuite devait être accompagnée de la saisie de la feuille incriminée.

Le procureur du Roi forme opposition à cette ordonnance.

Le procureur-général en demande à la Cour la réformation, en soutenant que la saisie était purement facultative. Son réquisitoire conclut au renvoi des prévenus devant la police correctionnelle, par le motif que le témoin qui dépose en justice n'acquiesçant point pour cela le caractère de fonctionnaire public, doit rester dans la classe des simples particuliers, à l'égard desquels la diffamation, quoiqu'elle soit commise par la voie de la presse, est justiciable des Tribunaux correctionnels ; la compétence du jury étant restreinte et la solennité des assises réservée au cas où l'écrit diffamatoire attaque un fonctionnaire public.

Voici l'arrêt de la Cour :

Attendu que le N° 111 du Journal intitulé *Gazette du Lyonnais*, publié le dimanche 18 mai dernier, contient une lettre signée Antoine Jomard, commençant par ces mots : *Prison de Roanne, le 13 mai 1834. — Monsieur, les détenus politiques étant certains, et finissant par ceux-ci : Le titre de mensonger et vil dénonciateur, laquelle lettre outrage publiquement, à raison de sa déposition, le sieur Duperret entendu comme témoin dans l'affaire qui s'instruit à Lyon par délégation de la Cour des pairs, à l'occasion de l'insurrection du mois d'avril dernier,*

Attendu que Théodore Pirat et Antoine Jomard, l'un pour avoir publié ladite lettre dans le journal dont il s'agit, l'autre pour avoir écrit ladite lettre et l'avoir remise à Théodore Pirat afin que celui-ci la publiât, paraissent suffisamment prévenus, savoir : le premier de s'être rendu coupable du délit prévu et puni par l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, et le second d'en avoir été complice ; délit à raison duquel tous deux ont été poursuivis sans qu'il y ait eu saisie de la feuille incriminée ;

Attendu qu'à la vérité et lorsqu'il y a eu saisie, la loi du 26 mai 1819 veut qu'elle soit notifiée dans les trois jours ; comme aussi que dans la suite de cette notification, le juge d'instruction soit tenu de faire son rapport à la chambre du conseil qui doit prononcer dans les dix jours de la notification du procès-verbal de saisie, faute de quoi il y a de plein droit péremption de la saisie, laquelle péremption toutes les fois qu'il ne s'agit que d'un simple délit, doit aussi entraîner celle de l'action publique, et que c'est à une célérité qu'ont sagement prescrite les art. 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi susdatée, par respect pour le droit de propriété dont la saisie suspend ou arrête l'exercice ; mais que la saisie n'est point une formalité rigoureusement exigée pour qu'elle serve de base à la poursuite des délits commis par la voie de la presse, puisqu'au contraire l'art. 7 de ladite loi dispose seulement qu'après avoir reçu le réquisitoire ou la plainte, le juge d'instruction pourra ordonner la saisie de l'écrit incriminé ; d'où il suit bien qu'elle est purement facultative, et qu'ainsi la poursuite peut avoir lieu sans qu'on ait eu recours préalablement à ce moyen préventif de répression ;

Attendu qu'en ce cas, qui est bien celui du procès, il n'y a jamais aucune péremption ou prescription qui, suivant l'art. 29 de la loi du 26 mai 1819, puisse être opposée contre l'action publique, si ce n'est celle de six mois révolus, sans aucune poursuite, à compter du fait de la publication de l'écrit qui aurait constitué le délit, ou bien celle d'un an révolu à compter du dernier acte de la poursuite qui aurait été commencé ;

de tout quoi il résulte qu'évidemment les premiers juges ont erré, en se fondant comme ils l'ont fait sur le défaut de saisie, pour déclarer qu'il n'y avait lieu à statuer ;

En ce qui touche la question de juridiction ou de compétence :

Attendu que, par l'art. 1^{er} de la loi du 8 octobre 1830, la connaissance de tous les délits commis par la voie de la presse se trouve attribuée aux Cours d'assises, et que l'art. 2 de la même loi n'a excepté de cette règle générale d'attribution de juridiction que les délits de ce genre qu'avait prévus l'art. 14 de la loi du 26 mai 1819, délits qui sont ceux de diffamation ou d'injure commis contre des particuliers, et lesquels, conformément à cet article, doivent continuer d'être jugés par le Tribunal de police correctionnelle ;

Attendu qu'ici il s'agit d'un délit d'outrage commis par la voie de la presse envers un témoin, à raison de sa déposition ; et que, pour comprendre un tel délit dans l'exception portée par l'art. 2 de la loi du 8 octobre 1830, c'est-à-dire pour en attribuer la connaissance au Tribunal de police correctionnelle, et non à la Cour d'assises, il faudrait qu'on dût considérer le témoin ainsi outragé, comme n'ayant été qu'un simple particulier pour le fait de sa déposition, à raison de laquelle l'outrage a eu lieu, mais que c'est là une supposition inadmissible ;

Attendu, en effet, que le témoin qui vient déposer sous la foi du serment en matière criminelle, quoiqu'on ne puisse aucunement voir en lui les caractères d'un fonctionnaire public, fait en cela, non point l'acte privé d'un simple particulier, mais l'acte public qui lui est commandé par la loi dans l'intérêt général ; que, dès-lors, l'outrage commis publiquement envers lui à raison de son témoignage est absolument de même nature que ceux qui peuvent avoir lieu envers un juré ou envers tout fonctionnaire public, à raison de leurs fonctions ; qu'aussi leur est-il assimilé par l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, lequel concerne d'une manière spéciale ces sortes d'outrages, contre lesquels le témoin a besoin d'une protection non moins puissante que celle assurée à un juré ou à tout fonctionnaire public, quel qu'il soit ; d'où il suit, en dernière analyse, que le délit d'outrage public qui a été commis par la voie de la presse contre Duperret, à raison de son témoignage, ne peut être réputé compris dans l'exception portée par l'art. 2 de la loi du 8 octobre 1830, pour les délits de diffamation ou d'injure commis par une voie de publication quelconque contre des particuliers, lesquels délits continuent à être de la compétence des Tribunaux correctionnels ; mais qu'il s'agit d'un délit de presse qui, se trouvant hors de ladite exception, ne peut qu'être jugé par la Cour d'assises, conformément à la règle générale posée en l'art. 1^{er} de ladite loi ;

Par ces motifs, la Cour, rendant droit sur le réquisitoire de M. le procureur-général, annule l'ordonnance des premiers juges ; et, faisant ce qu'ils auraient dû faire, déclare Théodore Pirat et Antoine Jomard suffisamment prévenus d'avoir été l'un l'auteur, l'autre complice du délit d'outrage commis par la voie de la presse contre Duperret ; et ordonne, en conséquence, qu'ils sont et demeurent renvoyés, en l'état où ils se trouvent, par-devant la Cour d'assises du département du Rhône.

COUR D'ASSISES DE MAINE-ET-LOIRE (Angers).

(Présidence de M. Planchenault, conseiller.)

Audience du 6 août.

Plainte en diffamation du directeur de la maison de Fontevault contre LA QUOTIDIENNE.

On appelle M. Dieudé, gérant de la *Quotidienne*. Il fait défaut. La Cour ordonne qu'il sera procédé en son absence.

On introduit dans la salle d'audience onze détenus de la maison de Fontevault. Parmi eux figure M. Bonneau, abbé, condamné pour délit politique. Ils sont mis sous la garde d'une demi-douzaine de gendarmes.

Il s'agit d'un article inséré dans le n° du 28 avril 1834 de la *Quotidienne*. Cet article a été suivi d'une plainte en diffamation de la part du directeur de la maison de Fontevault. On y dit que les détenus politiques sont traités plus durement que les plus infâmes scélérats ; qu'on les force à faire des corvées, c'est-à-dire à vider à leur tour les baquets les plus infects de la maison. L'un d'eux avait été mis au cachot pour n'être pas rentré assez vite dans un souterrain où on le forçait à faire de la trame. Un autre serait mort pour avoir été enfermé inhumainement, malgré ses souffrances ; les médecins, si faciles à donner des exemptions de travail ou des billets d'hospice aux détenus ordinaires, les refusaient avec une partialité révoltante aux condamnés politiques, etc., etc. Nous nous bornons à donner ce sommaire des plaintes que contenait le long article daté de Fontevault et soumis aujourd'hui à la justice.

M. Bouvier, directeur de la maison, est le premier témoin entendu. Il déclare que toutes les plaintes consignées dans l'article incriminé ne sont que d'infâmes calomnies. Il s'était formé entre les condamnés politiques une sorte de ligue dont les instigateurs étaient, suivant toutes les observations qu'on a pu recueillir, l'abbé Bonneau et le détenu Lecoq. Le double but de cette ligue était d'abord de satisfaire leur méchanceté et leur haine en calomniant l'administration. En second lieu, sachant qu'en faisant de vives réclamations, les détenus du Mont-Saint-Michel avaient obtenu quelques adoucissements, ils voulaient qu'on les traitât à part des autres condamnés, ce qu'on a fait depuis, mais ce qu'on n'a pu faire dans le premier moment, n'ayant pas reçu d'ordres à cet égard. Inutile d'insister sur toutes les parties de la déposition de M. Bou-

vier ; il dénie un à un chacun des faits allégués par la *Quotidienne*, et répète que la plus noire calomnie les a seule pu inventer.

M. le président : Est-il vrai que l'abbé Bonneau entre autres ait été forcé de faire des corvées qui convenaient peu à ses habitudes et à son caractère ?

Le témoin : Depuis l'article de la *Quotidienne*, l'abbé Bonneau, pour mettre autant que possible les faits d'accord avec l'article qu'elle avait émis, prit un baquet des mains d'un détenu et voulut absolument le porter lui-même. Je n'ai su cela qu'ensuite, et j'ai mis aux arrêts le garde qui l'avait permis.

Quelques questions sont faites sur le régime général de la maison. M. l'avocat-général et M. le président reconnaissent, avec le témoin, qu'elle est tenue avec le plus grand soin et le meilleur ordre. Les visites qu'y ont faites dernièrement M. Rey conseiller à la Cour royale, et M. l'évêque d'Angers, ne peuvent laisser aucun doute à ce sujet.

Des dénégations non moins positives sont faites en tout ce qui le concerne, par l'un des médecins de la maison, M. Courtade. Il est également porté à penser que l'abbé Bonneau est l'instigateur des plaintes publiées.

M. le maire de Fontevault donne les renseignements les plus satisfaisants sur la tenue de la maison ; il a procédé à une enquête dans l'intérieur de la prison : tous les détenus ont nié les faits contenus dans l'article ; ils ont déclaré qu'ils étaient tout aussi bien soignés que possible à l'hôpital. Enfin, réunis au nombre de soixante, ils ont tous protesté contre l'article de la *Quotidienne* ; quelques-uns même ont fait cette protestation par écrit.

M. Bouvier ajoute à sa déposition, en cela confirmée par les déclarations reçues du maire, que l'abbé Bonneau et Lecoq avaient abusé de la confiance de plusieurs prévenus, et leur avaient fait signer l'article envoyé à la *Quotidienne*, en leur persuadant qu'il s'agissait de tout autre chose que de ce qu'il contenait en effet.

La sœur *Sainte-Hyacinthe*, de l'hôpital de Fontevault : Je sais qu'un malade, entré à l'hospice, avec la jambe enflée, sans plaie, toutefois, est sorti en se plaignant d'avoir encore la jambe enflée. Je ne sais s'il est sorti volontairement ou contre son gré. J'ai entendu dire que les détenus politiques s'étaient plusieurs fois présentés à la visite du médecin sans être admis à l'hospice. J'ai entendu dire que le nommé Landais s'était encore présenté inutilement à la visite la veille de sa mort.

M. Clerc, médecin, explique que la veille de sa mort, Landais s'est présenté à la visite ; qu'on l'a engagé à entrer à l'hôpital ; mais que Landais a mieux aimé se borner à demander une exemption de travail qui lui a été donnée. « L'enflure de jambes dont Landais se plaignait, ajoute le témoin, est un mal très fréquent, à raison des travaux habituels des détenus. J'affirme que je ne crois pas que ce mal ait pu causer la mort de Landais. »

J'ai entendu dire que l'abbé Bonneau avait été employé à la corvée des baquets. Il y aurait de ce fait quinze jours environ. Je n'ai pas entendu rapporter qu'il l'eût fait contre l'ordre donné. L'abbé Bonneau m'a parlé d'injures que le directeur aurait dites à un des détenus. Il y a continuellement en soit un, soit plusieurs détenus politiques à l'hospice. «

M. l'aumônier de Fontevault déclare que les détenus politiques, avant d'être séparés des autres détenus par suite des ordres dernièrement donnés, étaient traités comme les autres, et même avec des ménagements spéciaux. L'opinion de toute la maison, c'est que l'abbé Bonneau et Lecoq sont les auteurs de l'article en question. Le témoin a également connaissance de l'abus de confiance à l'aide duquel on aurait obtenu la signature de plusieurs détenus à la suite de cet article.

M. l'abbé Bonneau est introduit.

M. le président : L'article incriminé vous appartient-il ?

L'abbé : Je ne puis dire s'il m'appartient ou ne m'appartient pas ; je suis venu seulement pour répondre des faits.

M. le président : Il s'agit ici d'une obligation d'équité judiciaire : vous comprenez qu'en assumant sur vous la responsabilité de la rédaction, la peine que l'on devra appliquer au gérant devra être moins forte.

L'abbé : Je me renferme dans ma première réponse.

M. le président explique de nouveau sa pensée au prévenu. « J'ai rempli mes devoirs, lui dit-il, et vous ai appris les vôtres. Maintenant, je vous le demande pour la dernière fois, quel parti prenez-vous ? »

L'abbé : Je me renferme dans ma première réponse.

Le témoin déclare qu'il a été obligé de porter des habits de voleur. Il a entendu dire à un grand nombre de détenus que les prévôts, qui sont presque tous des condamnés en récidive, ont le droit de prendre les premiers les portions et ne laissent que les mauvaises. Lui, avait presque continuellement le même plat et était excessivement mal nourri. Il a été d'abord classé parmi les ouvriers, mais on l'a dispensé de tout travail. Il rapporte les noms des détenus qui lui ont fait des plaintes. (M. l'avocat-général fait remarquer que ces noms sont aujourd'hui cités pour la première fois.) Le témoin a souvent entendu Landais se plaindre, particulièrement le jour de sa mort. Il dénie avoir donné aucun mauvais conseil aux détenus ; loin de les exciter, il les aurait engagés à la modération.

Un long colloque s'engage entre M. Courtade et l'abbé Bonneau. Celui-ci prétend que M. Courtade voulait l'obliger à le saluer très-humblement lorsqu'il passait. M. Courtade répond que ce n'est nullement vrai, et qu'après s'être montré pendant long-temps fort peu poli, ce fut l'abbé qui un jour reconnut ses torts d'une manière tellement humble qu'il en faisait pitié.

Quant aux corvées des baquets, l'abbé Bonneau dit qu'il était obligé pour ne pas faire la corvée de faire faire ce service par un autre, moyennant une somme de 5 ou 7 centimes. N'ayant pas voulu payer le 27 juillet, il a fait la corvée.

M. le président fait observer que le règlement d'alors, mettant tous les détenus politiques ou non, sur la même ligne, il aurait été injuste de faire supporter gratuitement par l'un d'eux, le travail qui incombait à un autre.

M. Bouvier : Il faut rectifier une circonstance. Le 27 juillet, l'homme qui faisait ordinairement la corvée de l'abbé, se présente; M. Bonneau le repousse, et veut absolument porter lui-même le baquet. Je mis aux arrêts la garde qui l'avait laissé faire sans m'en prévenir.

Lecoq, détenu politique, dit qu'il est tout à fait étranger à l'article de la *Quotidienne*. Il a été renfermé deux jours pour n'être pas rentré assez vite dans un atelier où il devait travailler à 50 pieds sous terre. M. Dubois lui a dit que le directeur lui avait tenu un langage fort malhonnête; lui, du reste, n'a jamais entendu M. Bouvier parler qu'avec politesse; lui et l'abbé Bonneau n'ont fait signer par les détenus qu'un seul article ayant pour but d'obtenir du préfet leur séparation d'avec les détenus ordinaires.

M. le directeur fait observer, relativement au prétendu souterrain, que l'on monte au contraire plusieurs marches pour y arriver. Le témoin dit que cela est vrai, mais que derrière cet atelier, il existe des terres beaucoup plus élevées...

M. Dubois, âgé de 66 ans, chevalier de la Légion-d'Honneur, détenu politique, dépose que Landais lui a dit s'être trois fois présenté à l'hôpital sans succès. Le témoin lui offrit de l'y accompagner. « Non, dit-il, ce serait inutile: on vous recevrait aussi mal que moi. » Il ajoute avoir été traité malhonnêtement et mis au cachot 8 jours, dans un endroit sous les appartemens.

Sur l'interpellation du directeur, on demande au témoin s'il n'a pas dit à M. Bouvier de prendre garde à l'abbé Bonneau, parce qu'il révolutionnait les détenus politiques.

Le témoin répond affirmativement, et rend compte des propos offensans que l'abbé lui aurait tenus, en lui disant entre autres qu'il était un lâche.

Jaunet, condamné, pour crime politique, à la peine de mort, commuée en celle de la détention, dit que parmi les faits articulés il y en a de vrais et de faux. Il place parmi les premiers la maladie de Landais, qui s'était trois fois présenté vainement pour entrer à l'hôpital. Il ajoute que les détenus politiques n'étaient pas, avant leur séparation, traités plus mal que les autres.

Charrier (Michel), condamné politique, s'est trouvé malade; on l'a d'abord renvoyé; quelques minutes plus tard, on l'a envoyé chercher pour l'hôpital. Il a signé l'article incriminé sur les instances de Lecoq qui ne lui a pas laissé le temps de le lire. Lecoq se lève, et déclare que c'était une pétition à M. le comte de Tascher. On ne pouvait la lire à chacun des signataires sans attirer la surveillance des gardiens. Du reste, cette pétition était à peu près conçue comme l'article de la *Quotidienne*.

Le témoin suivant dépose entre autres des conseils que M. Bonneau aurait donnés pour empêcher de travailler; il se vantait de faire le plus de mal qu'il pourrait. L'abbé Bonneau répond qu'il s'est borné à raconter qu'au Mont-Saint-Michel les détenus en masse s'étaient refusés à travailler.

M. Prosper Gennevraye, avocat-général, dans son réquisitoire, signale le moyen à l'aide duquel la *Quotidienne* a cherché à faire naître l'intérêt en faveur des prétendues victimes qu'elle désigne, supprimant la virgule qui séparait le nom de chaque individu de celui de son lieu de naissance. Elle cite les nommés Thomas de Crécy, Perrin de la Tourlandry, ou autres noms analogues, de manière à faire croire qu'il s'agit de l'élite de la noblesse angevine! tandis que Thomas de Crécy est un artisan, et Perrin de la Tourlandry un laboureur.

Après avoir fait remarquer cette petite ruse, il examine l'article en lui-même. Cet article, il n'hésite pas à croire que l'abbé Bonneau en est l'auteur; mais le gérant de la *Quotidienne* ne cesse pas pour cela d'être coupable pour l'avoir accueilli. Il rappelle la fausseté évidente de tous les faits écrits par M. Bonneau, fausseté qui se complique de la mauvaise foi avec laquelle lui et son affidé Lecoq ont fait signer à plusieurs détenus cet écrit mensonger.

M. l'avocat-général conclut en terminant à ce que la Cour condamne M. Dieudé à la peine d'un mois d'emprisonnement, 2,000 fr. d'amende, à l'insertion de son arrêt dans le mois, et aux dépens.

Après en avoir délibéré, la Cour adopte complètement ces conclusions, en bornant toutefois à quinze jours la peine de l'emprisonnement.

L'auditoire sort pendant quelques instans de la salle; « et nous devons faire remarquer, dit le *Journal de Maine-et-Loire*, d'après ce que nous ont appris des témoins dignes de foi, que généralement on croyait la peine d'emprisonnement et d'amende prononcée, non contre le gérant qui ne s'était pas présenté dans l'affaire, mais contre l'abbé Bonneau, qui semble y avoir joué un rôle si actif. »

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BREST.

(Correspondance particulière.)

Insubordination à bord du navire de commerce L'AIGLE MEXICAINE.

La Gazette des Tribunaux a déjà enregistré dans ses colonnes bien des causes qui attestent de fâcheuses lacunes en ce qui concerne la législation maritime. C'est particulièrement la navigation du commerce qui réclame la prompté émission d'une loi qui règle enfin et sanctionne d'une manière précise les rapports du capitaine et des autres officiers du bord avec les hommes de l'équipage. L'affaire dont nous avons à rendre compte offrira une nouvelle preuve de cette urgence depuis long-temps signalée.

Le 28 février 1854, le navire de commerce l'*Aigle mexicain* se trouvait en rade à la Havane. Le maître d'équipage Olivier vint prévenir le sieur Pagès, second du bord, que plusieurs hommes de l'équipage se refusaient à faire le service. Ce dernier se rendit aussitôt sur le pont, et ordonna aux mutins d'obéir au maître d'équipage. Le matelot Jourdan déclara nettement qu'il n'en ferait rien, en accompagnant ce refus de termes injurieux. Le second, outré de cette conduite, fit un mouvement pour saisir le premier objet qui pût lui tomber sous la main. Jourdan, de son côté, s'empara d'une douve de barrique, et defia le sieur Pagès en lui disant : « Je vous attends. » D'autres matelots s'approchèrent pour assister et défendre leur camarade; Jourdan les excitait dans leur révolte en leur recommandant de tenir bon et de ne point mollir.

Le sieur Pagès poussa le matelot Renaudeau; les autres s'avancèrent alors pour se précipiter sur le second. A ce mouvement, le maître d'équipage se porta également au secours de son supérieur; mais il fut frappé, renversé, et eut ses vêtemens déchirés. Dans cette extrémité, le second s'empressa d'envoyer à terre pour requérir main-forte. La garde vint, et lorsqu'elle se mit en mesure d'arrêter les nommés Jourdan, Simon, Renaudeau et Minet, comme les principaux auteurs du désordre, les autres marins s'écrièrent qu'ils voulaient aussi être emmenés avec leurs camarades.

Immédiatement on procéda à une information, et les quatre marins que l'on vient de nommer furent traduits devant un Conseil de justice composé conformément au décret du 22 juillet 1806, et tenu à bord de l'un des bâtimens de l'Etat en station à la Havane. Mais, comme il s'agissait d'actes d'insubordination commis à bord d'un bâtiment de commerce, le Conseil se déclara incompétent et ordonna que les prévenus seraient envoyés en France pour y être jugés par les Tribunaux ordinaires.

Jourdan et ses co-prévenus furent mis aux fers, et transférés à Brest. Le Tribunal, réuni en la chambre du conseil, rendit à leur égard l'ordonnance suivante :

Vu la procédure suivie contre les nommés Jourdan, Simon, Minet et Renaudeau, tous marins du commerce, embarqués sur le *trois-mâts*, l'*Aigle mexicain*, inculpés de révolte à bord et de voies de fait et de menaces envers leurs supérieurs;

Vu également le réquisitoire de M. le substitut du procureur du Roi;

Attendu que le décret du 9 août 1791, concernant la police de la navigation et des ports du commerce, dispose, art. 12 du titre 1^{er} : « Que les juges du district connaîtront de tous les délits commis en mer et dans les ports sur navires français; »

Attendu que les Tribunaux de districts sont aujourd'hui remplacés par les Tribunaux de première instance, jugeant aussi correctionnellement;

Attendu, au fond, que si les lois sont muettes en ce qui touche les actes d'insubordination commis à bord des bâtimens de commerce, il s'élève, néanmoins, contre les prévenus, des charges suffisantes concernant les voies de fait et les injures qu'ils se seraient permises envers le capitaine en second et le maître d'équipage de l'*Aigle mexicain*; délits prévus par l'art. 311 du Code pénal, et les art. 13 et 19 de la loi du 17 mai 1819;

Par ces motifs, le Tribunal se déclare compétent et renvoie les prévenus susnommés devant le Tribunal correctionnel de Brest, pour y être jugés conformément à la loi.

C'est après une détention de cinq mois que ces quatre marins comparaisaient à l'audience correctionnelle. Aucun témoin n'a pu y être appelé : ainsi, toutes les preuves reposaient sur le procès-verbal des dépositions recueillies par le consul français à la Havane; mais l'ensemble et l'uniformité de ces déclarations ne permettaient pas d'élever de doutes sur la réalité des faits qui faisaient l'objet de la prévention. Les prévenus ont donc été déclarés coupables, malgré les savans efforts de M. Thomas, leur défenseur. Toutefois, le Tribunal, prenant en considération la longue détention qu'ils avaient subie, n'a prononcé contre eux que la peine de quinze jours d'emprisonnement.

JUSTICE ADMINISTRATIVE.

CONSEIL-D'ÉTAT.

(Présidence de M. Girod de l'Ain.)

Séances des 2 et 7 août.

PRÉFECTURE DE POLICE. — EMPLOYÉS. — SUPPRESSION. — PENSION.

Les employés de la préfecture de police, supprimés pour cause d'économie, et qui n'ont pas le temps de service nécessaire pour une pension de retraite, ont-ils droit à une indemnité de réforme proportionnée à leur temps de service, ou du moins à la restitution du montant des retenues qui leur ont été faites tous les ans? (Non.)

Le sieur Bordet, ex-employé des bureaux de la Préfecture de police de Paris, a été supprimé le 1^{er} septembre 1830. Il n'avait alors que huit années de services civils et administratifs; il ne pouvait pas prétendre à une pension de retraite; il demanda une indemnité de réforme proportionnée à son temps de service et aux appointemens dont il avait joui, conformément au décret du 25 octobre 1806, relatif aux employés de la Préfecture de police, à la loi du 1^{er} mai 1822 et à l'ordonnance du 2 octobre suivant. Cette demande fut rejetée par décision du ministre de l'intérieur, du 29 juin 1833.

Le sieur Bordet s'est pourvu au Conseil-d'Etat.

M^e Joussetin, son avocat, a dit que, aux termes du décret de 1806, une retenue est faite aux employés de la préfecture, et que cette retenue doit former un fonds de pension de retraite ou de secours en faveur de ceux qui en sont susceptibles, ou de leurs veuves et orphelins; que ce même décret n'exclut de tous droits à la répétition des retenues ou à toute autre indemnité équivalente, que ceux qui sont démissionnaires ou destitués, ce qui laisse incause d'économie. L'avocat a invoqué la loi du 22 mai 1822, qui règle la base sur laquelle doit être réglée l'indemnité des employés supprimés.

Mais le Conseil-d'Etat a rejeté le pourvoi du sieur Bordet, sur les conclusions de M. Marchand, par une ordonnance ainsi conçue :

Considérant que l'art. 4 de la loi du 22 mai 1822 n'a permis d'accorder d'indemnité aux employés réformés pour cause d'économie que dans les administrations centrales des ministères;

Considérant que de la combinaison des art. 1, 8, 18 et 19 du décret du 25 octobre 1806, il résulte que les employés de la Préfecture de police réformés par le fait de la suppression de leur emploi avant dix ans de services n'ont droit à aucun secours, et sont sans droit pour réclamer le remboursement des sommes retenues sur leurs traitemens;

La requête du sieur Bordet est rejetée.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— Un suicide d'une espèce nouvelle vient d'être consommé dans la commune de Bitschwiller (Haut-Rhin). Le sieur Bergat, fils d'un propriétaire de cette commune, était atteint d'une idée fixe, et méditait depuis quelque temps le moyen le plus prompt de se détruire. Le 19 juillet dernier, ce jeune homme se présenta plusieurs fois, dans la journée, dans la fonderie de M. Stéhelin, et parut examiner avec une attention particulière la construction du grand fourneau de cet établissement. Il y vint une dernière fois vers cinq heures du soir, et ne dit à l'ouvrier chargé d'alimenter ce fourneau, que ces mots : *Il fait chaud chez vous*. Ce malheureux profita de ces mots : à l'instant où le chargeur cherchait de la houille, pour ouvrir subitement la portière du coffre au feu, et se précipiter le corps en arrière dans les flammes. Quelques ouvriers accoururent, mais il ne purent retirer du fourneau qu'un cadavre à moitié consumé, et défiguré par le feu.

— A onze heures du soir, un épicier domicilié rue Gentil, à Lyon, revenant, avec sa femme, du spectacle, prit la précaution de rentrer dans son magasin pour y éteindre un bec de quinquet qu'il se rappelait avoir laissé allumé. Qu'on juge de sa stupéfaction en apercevant la moitié inférieure du corps d'un homme, suspendue en l'air. Il eut cependant la présence d'esprit de saisir cet homme par les deux jambes, et comme celui-ci faisait de grands efforts pour lui échapper, il le menaça de les lui couper s'il ne descendait pas. En même temps, la femme de l'épicier appelait au secours, et les voisins s'empressèrent d'accourir à son aide. L'individu qui avait été surpris dans cette étrange posture fut alors contraint de se rendre à merci. On s'assura de sa personne, puis le commissaire de police qu'on était allé chercher, étant survenu, on procéda à des recherches qui ne tardèrent pas à faire connaître que l'homme saisi n'était autre qu'un maçon habitant le 1^{er} étage au-dessus de la boutique, lequel ayant découvert, dans le plancher, l'existence d'une trappe dont on ne se servait plus depuis long-temps, l'avait rouverte pour se procurer la facilité de faire, de temps à autre, des descentes de lieu chez son voisin du rez-de-chaussée. Il ne revenait jamais de ces exercices les mains vides; tantôt c'était un pain de sucre, tantôt c'était une bande de savon, une autre fois du poivre, du café, de l'huile qu'il faisait passer du rez-de-chaussée au premier étage. Aussi avait-il transformé son appartement en une véritable succursale du magasin, et non content d'approvisionner l'un aux dépens de l'autre, il faisait encore concurrence au pauvre épicier, en vendant pour 15 sous sans papier, la livre de sucre que celui-ci vendait 20 sous avec son enveloppe. Il n'y mettait, du reste, pas de mystère, et donnait pour motif de son commerce, qu'il avait reçu en paiement d'un épicier en gros pour lequel il avait travaillé, un assortiment de marchandises. Ce qui n'est pas le moins plaisant dans cette aventure, c'est que l'épicier avait été prédécesseur du maçon dans l'appartement du 1^{er}, qu'il l'avait ensuite quitté pour se loger au 5^{me}, et que jamais il ne s'était douté de l'existence de la trappe en question.

Le voleur a, comme on pense bien, été arrêté, et probablement l'instruction de son affaire n'exigera ni beaucoup de temps, ni beaucoup d'investigations.

— Dimanche dernier, Epiphane Regnault, cordonnier, demeurant dans la commune de Charmont (Aube), venait de tuer un cochon, et tenait encore à la main un couteau de boucher qui avait servi à l'égorger, lorsqu'il se prit de mots avec Regnault, charpentier, âgé de 25 ans, qui l'accusait d'avoir mangé ses poules. Irrité de cette accusation répétée par Regnault, Epiphane lui porte dans le bas-ventre un coup de son couteau, qui laisse une ouverture de trois pouces de large sur cinq environ de profondeur. En le voyant tomber raide mort, Epiphane crut ne pouvoir mieux faire que d'aller chez le maire pour l'instruire de ce funeste événement; mais à peine il y était entré que la gendarmerie, déjà mise à sa recherche, l'arrêta sur-le-champ. Il vient d'être écroué à la prison d'Arcis, après avoir été entendu par le procureur du Roi et le juge d'instruction de cet arrondissement.

PARIS, 9 AOÛT.

— Par ordonnance royale du 7 août, ont été nommés : Juge d'instruction au Tribunal de Bourgoin (Isère), M. Sur-

min, substitué à Saint-Marcellin, en remplacement de M. Villars, nommé juge d'instruction au Tribunal de Grenoble; Procureur du Roi près le Tribunal de Montélimart (Drôme), M. Bert, substitué à Valence, en remplacement de M. Odouard, décédé; Substitué près le Tribunal de Valence (Drôme), M. Bigillon, substitué à Die; Substitué près le Tribunal de Die (Drôme), M. Athenor, avocat, juge-suppléant au même siège; Substitué près le Tribunal de Briançon (Hautes-Alpes), M. Craponne-Davillard, avocat à Nyons, en remplacement de M. Piollet, appelé à d'autres fonctions; Procureur du Roi près le Tribunal de Lavaur (Tarn), M. Doumenjon, substitué à Foix, en remplacement de M. Guiraud, nommé aux mêmes fonctions près le Tribunal d'Albi; Substitué près le Tribunal de Foix (Ariège), M. Marion, substitué à Saint-Girons; Substitué près le Tribunal de Saint-Girons (Ariège), M. Cassagne (Pierre), avocat à Toulouse; Juge au Tribunal de Charleville (Ardennes), M. Henniquin, substitué à Sedan, en remplacement de M. Renard, nommé juge au Tribunal civil de Sainte-Menehould; Substitué près le Tribunal de Sedan (Ardennes), M. Desgodins, substitué à Rocroy; Substitué près le Tribunal de Rocroy (Ardennes), M. St-Vincent, avocat, juge-suppléant au Tribunal de Metz.

— La Cour royale s'est réunie à huis-clos pour procéder à la réception de M. Ferey, récemment nommé conseiller. Dans la même assemblée, il a été statué sur une affaire de discipline.

— La Cour de cassation (chambre des requêtes), présidée par M. Zangiacomi, a, dans son audience du 30 juillet dernier, admis, sur la plaidoirie de M^e Verdière, successeur de M^e Rochelle, avocat des notaires de Paris et de Nancy, et contrairement aux conclusions de M. Nicod, avocat général, la requête présentée par M^e Munier, notaire, contre un arrêt de la Cour royale de Nancy, qui a décidé que les commissaires-priseurs ont exclusivement le droit de faire les ventes d'objets mobiliers, même avec stipulation de délais et réception de caution. La requête était fondée sur ce motif que des ventes de cette espèce sont des conventions qui, aux termes de la loi sur le notariat, du 25 ventôse an XI, ne peuvent être reçues et constatées que par les notaires.

La chambre civile aura donc à décider une question qui ne lui a pas encore été soumise, et dont la solution intéresse vivement deux corporations importantes.

— Les couturières sont-elles sujettes à la patente?

Pour les couturières comme pour toutes les professions patentables, le commerce, les arts et l'industrie, il y a des classes à faire, des divisions et des distinctions. Couturières à la journée, couturières en chambre, couturières à brillant atelier. Les premières, jeunes filles qui dès le matin quittent leur humble demeure pour n'y rentrer qu'à la chute du jour, ne peuvent rien donner au Trésor public sur leur modique salaire; aussi le législateur les a exemptées de la patente. Les secondes, travaillant dans leur mansarde, souvent sans ouvrières, pour nourrir leur famille sur les petites façons de la toile peinte et du mérinos, sont à la septième classe des patentes. Les troisièmes... oh! parlons-en sérieusement.

Artistes distinguées, elles devraient figurer, par leur talent, à côté des statuaires les plus habiles. Ces belles statues que nous voyons dans nos salons, immobiles et muettes, et dont nous admirons la taille élégante et les épaules si bien placées, ne sortent-elles pas de leurs mains? Combien n'a-t-il pas fallu d'art pour corriger les défauts de la nature ou pour dissimuler des inégalités que sur le marbre le ciseau aurait facilement enlevées? Par leurs bénéfices, elles pourraient en vérité être inscrites dans la classe des banquiers. Eh bien! comme les couturières de la mansarde, elles se trouvent à la dernière classe, et cependant pas une encore n'a réclamé contre cette inégalité.

La dame Varende, couturière à Aix, a porté sa réclamation au Conseil-d'Etat, mais c'est pour se faire décharger de la patente. Elle a dit qu'elle n'était que couturière à la journée. Le maire de la ville et le conseil de préfecture ont reconnu le fait; mais les déclarations des employés du fisc ont prévalu, et voici l'ordonnance qui a été rendue le 2 août 1854 :

Vu le troisième paragraphe de l'art. 29 de la loi du 1^{er} brumaire an VII, ainsi conçu : « Ne sont pas assujétis à la patente les commis, les ouvriers, journaliers et toutes personnes à gages, travaillant pour autrui dans les maisons de ceux qui les emploient; ne sont pas réputés ouvriers travaillant pour le compte d'autrui ceux qui travaillent chez eux pour les marchands et fabricans en gros et en détail, ou pour les particuliers, même sans compagnons, enseignes ni boutiques; ils devront être pourvus de la patente de 6^e classe ou de celle de leur profession désignée dans le tarif. »

Oui, M. d'Aubersaert, maître des requêtes, remplissant les fonctions du ministère public; Considérant qu'il résulte de l'instruction que la dame Varende travaille chez elle et occupe des ouvrières, d'où il suit que c'est à tort que le Conseil de Préfecture l'a déchargée de la patente;

L'arrêt du Conseil de Préfecture des Bouches-du-Rhône est annulé.

— La Cour de cassation (audience solennelle), présidée par M. Portalis, a été saisie, le 2 août, d'une question forestière, soulevée dans les circonstances suivantes: le sieur Turby, passant dans une forêt de l'Etat, avait fait fausse route. Le procès-verbal constatant la contravention, mentionnait en même temps que ce voiturier s'était écarté de la route dans la crainte de rencontrer des voitures qui se croisaient avec la sienne. Devant le Tribunal de première instance, le prévenu prouve, par des certificats et par des témoins, qu'il a été dans la nécessité de se détourner, et soutient qu'il n'y a lieu de prononcer aucune condamnation. Le Tribunal, admettant l'impossibilité, acquitte le prévenu. Sur l'appel, la Cour royale de Besançon confirme ce pourvoi; arrêt qui casse, en ce qu'on a admis la preuve des faits outre et contre le con-

tenu au procès-verbal qui devait faire foi jusqu'à inscription de faux, et renvoie devant la Cour royale de Dijon, qui ordonne la preuve des faits de force majeure, invoqués par le prévenu.

L'administration des forêts s'est de nouveau pourvue contre cet arrêt interlocutoire. C'est sur ce pourvoi que la Cour était appelée à statuer.

Après le rapport de M. de Broë, M^e Verdière, successeur de M^e Rochelle, avocat du sieur Turby, intervenant, a soutenu que l'arrêt attaqué n'avait violé aucune loi; que le fait dont il avait autorisé la preuve, loin d'être contraire à celui articulé dans le procès-verbal, s'y trouvait énoncé formellement; qu'ainsi l'art. 76 n'avait pas été violé, puisque, dans le cas même où la preuve en serait acquise, cela n'atténuerait en rien la constatation du fait matériel de contravention.

M. le procureur-général Dupin a conclu également au rejet du pourvoi. Néanmoins la Cour, à l'audience du 5 août, a cassé l'arrêt de la Cour royale de Dijon, en se fondant sur le motif qu'en matière de contravention, l'existence du fait matériel suffit pour constituer la contravention, et sur le motif particulier à la cause que le procès-verbal constatant le délit forestier, semblait contenir une énonciation contraire à l'allégation de force majeure invoquée par le contrevenant.

— Dans la journée du 14 avril, une foule nombreuse et animée poursuivait les gardes nationaux et les gardes municipaux qui conduisaient les prisonniers à la préfecture de police, et des voix furieuses criaient : *A l'eau la garde nationale! A l'eau la garde municipale!* Quelques gardes nationaux, après avoir fait bonne contenance, se précipitèrent dans cette foule et saisirent plusieurs individus, au nombre desquels se trouvait le nommé Albaret. Ce dernier comparait donc aujourd'hui devant la Cour d'assises sous la prévention de cris séditieux. « Ce n'est pas un cri séditieux, disait Albaret, que le cri à l'eau! — Prenez garde, lui a répondu sévèrement M. le président Hardoin, ce pourrait bien être une chose plus grave, une provocation au meurtre. — Dans tous les cas, a repris Albaret, ce n'est pas moi qui ai crié, personne ne pourrait me reconnaître. » Et en effet, des doutes s'étant élevés sur son identité, Albaret a été déclaré non coupable et acquitté.

— M. Nestor Roqueplan, gérant du *Figaro*, était cité ce matin pour contravention à la loi du 15 juillet 1818, qui oblige tout gérant à remettre au parquet du procureur du Roi un exemplaire signé de chaque numéro du journal.

M. l'avocat du Roi a conclu contre M. Roqueplan à la condamnation à 500 fr. d'amende.

M. Roqueplan a reconnu la matérialité de la contravention; mais il a allégué pour excuse sa bonne foi, et il a dit que cette omission ne pouvait être imputée qu'à la négligence d'un des employés, qui avait oublié de lui faire signer la feuille.

Malgré ces explications, M. Nestor Roqueplan a été condamné à 500 francs d'amende.

Cette condamnation est conforme à la loi, sans doute; mais il faut reconnaître qu'elle est bien sévère, puisqu'il ne s'agit d'un simple oubli, et d'un oubli d'autant moins grave que tous les exemplaires du journal livrés à la publicité sont revêtus de la signature du gérant, et que dès lors les droits de la vindicte publique et ceux des tiers ne sont nullement entravés dans leur exercice.

— Un garde municipal s'avance pour déposer :

« Messieurs, c'est délicat à vous dire. J'étais de planton au bal de la barrière du Maine; on dansait, c'est juste, et ce n'est pas de ma juridiction; mais voilà que j'aperçois trois particuliers qui me faisaient l'effet d'avoir tout de même une drôle de façon toute particulière de danser, et que leurs entrechats n'étaient pas tout à fait dans les réglemens ni dans la consigne des mœurs. J'en fais l'injonction à mes particuliers, qui me déclarent que c'est la *saint-simonienne*. Très-bien. Mais voilà qu'à l'autre figure, mes particuliers avaient encore la danse plus incohérente. Je me dis alors que la *saint-simonienne* ne peut pas se danser comme ça, et je veux les faire sortir.

M. le président : Cette danse était donc indécente?

Le témoin : Ah! voilà : vous voulez dire comment ils dansaient.

Le prévenu : Oui, dites comment je dansais, et on verra.

Le témoin : Hum! hum! c'était pas très correct, mon brave... Ils se dandinaient, se balançaient, et puis ils faisaient aller leurs bras... dam!... comme qui dirait...

Ici le témoin, joignant la pantomime à la parole, se balance agréablement, arrondit les bras, et semble disposé à faire un sémillant avant-deux.

M. le président : C'est bien, cela suffit.

Le témoin : Bien, bien, mais ce n'est pas tout. Pendant que je conduis un de mes particuliers, et que je lui fais descendre l'escalier, voilà que le prévenu se jette sur moi, me bouscule, et mon prisonnier s'échappe, qu'il ne me reste plus dans la main qu'un pan de sa redingote.

Le prévenu : Ce n'est pas là la chose. Je regardais danser, quand en voilà deux qui dansaient le galop, qui se jettent sur moi comme une bête féroce; je recule; on me pousse par derrière; voilà que je retombe sur une assiette d'échaudés qu'un danseur voulait en rafraichir sa danseuse; et alors il me me pousse; je tombe sans savoir où j'étais, et voilà qu'en me relevant dans l'escalier, j'ai vu que je m'étais assis sur la tête du municipal.

Le témoin : Vous m'avez donné un coup de pied sur mon schakos.

Le prévenu : Votre schakos... un coup de pied... ah ben oui! je vous dis que je suis tombé assis dessus; on ne tombe pas assis sur les pieds, peut-être.

Malgré cette défense, le prévenu est condamné à trois jours de prison.

— La plaignante : Monsieur le président, c'était sur le coup de deux heures du matin, j'avais étalé ma petite boutique en attendant le chaland.

M. le président, interrompant : Comment! vous attendez le chaland à deux heures du matin! mais tout le monde dort à cette heure-là. (On rit.)

La plaignante : Faites excuse, c'est précisément le moment de mon coup de feu; je suis cafetière en plein vent, sur le carreau de la halle, et tout un chacun des forts se fait un plaisir de casser la croûte dans mon café au lait à 2 sous la tasse, à votre service. (Hilarité.)

M. le président : Bien, bien, faites votre déposition.

La cafetière : Pour lors, le nommé Briochet, qui n'était pas un habitué, se présente à mon établissement, et me demande avec assurance une tasse de café; je le sers comme un autre, cet homme, parce que dans mon état il n'y a pas de préférence, voyez-vous, et que l'argent de celui-ci vaut celle de celui-là, pourvu qu'il paie. Par conséquent il prend sa boisson, et au lieu de me payer il me jette le bras autour du cou, et se dispose à m'embrasser. (On rit.) C'est de la monnaie de singe, voyez-vous, que ces cajoleries; avec ça on ne peut pas aller ni chez le boucher ni chez le boulanger. Je lui fais donc des reproches sur son incohérence; mais lui persiste à pousser sa pointe, et finit par m'embrasser et par enlever mon fichu, me laissant ainsi le cou nu, exposée à l'injure de l'air et des passans.

Briochet : Halte-là, s'il vous plaît, la vieille, halte-là, y a déjà plus de mensonges que de paroles; je n'ai et je n'aurai jamais l'envie de vous donner l'accolade, la mère; vous pouvez être tranquille là-dessus, et quant à votre fichu, Dieu merci, je n'en fais pas usage, et je ne sais pas ce que c'est que de vivre aux dépens des femmes, entendez-vous?

La cafetière : C'est à dire que je ne sais pas ce que je dis.

Briochet : Apparemment; d'ailleurs il faisait nuit, n'y a que vous de témoin; il paraît que vous avez la vue trouble, puisque vous êtes susceptible de porter des lunettes.

Le Tribunal ayant égard aux bons antécédents de Briochet, et ne trouvant pas que la prévention fût suffisamment établie, a renvoyé Briochet des fins de la plainte.

— L'huissier, appelant : M. le procureur du Roi contre Rapuis.

Un individu s'avance au pas ordinaire, fait au Tribunal le salut militaire, et dit : « Rapuis! c'est moi, et c'est pas moi pourtant. » (Mouvement de surprise.)

M. le président Pérignon : Expliquez-vous donc plus clairement.

Rapuis : C'est pourtant bien clair, que diable! Je suis le père Rapuis, moi, et il s'agit au jour d'aujourd'hui de mon fils légitime qui s'appelle aussi Rapuis, comme il en a bien le droit, j'espère.

M. Pérignon : Pourquoi êtes-vous venu, alors?

Rapuis : C'est pour obéir à ce chiffon de papier qu'on nomme une assignation, je crois, et qui m'est venu tout naturellement à mon adresse, attendu que les deux Rapuis, père et fils, n'ont qu'un seul et même domicile. Comprenez-vous bien ça, maintenant?

M. le président : Mais puisque l'affaire ne vous concernait pas, vous auriez dû faire quelques observations quand on vous a apporté cette assignation?

Rapuis : Ah! d'abord, y avait une bonne raison pour garder le motus, c'est que j'étais pas présent à l'appel à l'arrivée de ce papier de justice. Après ça, comme il s'agissait de cris et de tapage, et que j'avais eu pour ma part quelques explications avec des sergens de ville à l'occasion de ce que je m'étais permis de crier : *A bas la république!* et *vive l'empereur!* j'ai cru que peut-être on voulait faire d'une pierre deux coups, et juger le fils en même temps que le père. Et bien, voyons, puisque me voilà, s'il y a à me corriger pour avoir crié : *A bas la république!* et *vive l'empereur!* j'attends la correction avec confiance et intrépidité. (Hilarité prolongée.)

M. le président Pérignon engage Rapuis de se retirer, et remet la cause à huitaine pour que le fils Rapuis compare en personne.

Rapuis en se retirant : Sufficit. Le fils Rapuis n'est pas plus fignant que son père : il viendra, n'en doutez pas, le fiston!

— On écrit de Liège, 5 août :

« Un jeune avocat, M. de de Behr, de Namur, a comparu à l'audience de la première chambre civile de la Cour, présidée par M. Nicolai, pour s'y faire recevoir avocat. Nous avons remarqué qu'après la présentation d'un ancien avocat, et les conclusions du ministère public, M. le premier président a donné lecture de la formule de serment prescrite par le décret du 14 décembre 1810, lequel a été prêté par le récipiendaire. La Cour persiste donc dans sa délibération précédente relativement à l'abrogation du serment, et à la formule suivant laquelle il doit être prêté. »

— Cécile, par M. Eugène Sue, est un roman d'une profonde mélancolie. On n'y trouve point d'amour mais des tableaux bien faits de souffrances cachées; les souffrances d'un ménage sans harmonie quoique sans divisions apparentes. (V. aux ANNONCES.)

— A l'approche des vacances, nous nous faisons un plaisir de recommander les beaux ouvrages publiés par MM. Pourrat frères; leur exécution remarquable les rend dignes d'être offerts comme récompense, et la modicité de leur prix les met à la portée de toutes les fortunes. (V. aux ANNONCES.)

MM. POURRAT FRÈRES, ÉDITEURS, rue des Petits-Augustins, n° 5, à Paris. BAZOUGE-PIGOREAU, rue des Beaux-Arts, 14, et chez les principaux Libraires.

EN VENTE :

CAUSES CÉLÈBRES POLITIQUES ET CRIMINELLES AU 19^e SIÈCLE, 8 volumes in-8° sur carré n° 1. — Prix : 30 francs.

Cette intéressante collection, publiée par une société d'avocats, contient, entre autres, les procès du duc d'Anguien, de Moreau, Ney, Polignac, Berton, Mallet, Bories, la reine d'Angleterre, Sand, Riégo, Murat, Turbide, P.-L. Courier, Mathurin Bruneau, Contrafatto, etc., etc., etc.

MM. POURRAT frères vendront séparément les parties détachées de Chateaubriand, aux prix marqués ci-dessous. La plupart de ces ouvrages, écrits dans un esprit religieux, sont donnés pour prix.

Table listing various books and their prices, including 'GENIE DU CHRISTIANISME', 'MARTYRS', 'ITINÉRAIRE', 'LES NATCHEZ', 'ETUDES HISTORIQUES', 'ATALA, RENE, LE DERNIER DES ABENCERAGES'.

Ouvrages classiques in-8°, bien imprimés sur beau papier, et précédés de la Vie des auteurs et de Préfaces, par des membres de l'Académie.

A 2 francs 50 centimes le volume in-8°.

Table listing authors and their works, such as 'VOLTAIRE (Œuvres complètes)', 'RACINE (Œuvres complètes)', 'MOULIERE (Œuvres complètes)', 'MONTEQUIEU (Œuvres complètes)', 'CORNEILLE (P. et Th. Œuvres choisies)', 'ROUSSEAU (J.-J. Œuvres complètes)', 'BOILEAU (Œuvres complètes)', 'FENELON (Télémaque)', 'LESAGE (Gilblas)', 'BOSSUET (Oraisons funèbres)'.

On souscrit au COURS COMPLET D'AGRICULTURE théorique et pratique, 15 volumes et 15 cahiers de planches, à 3 fr. chaque (le 4^e volume est en vente); aux Œuvres complètes de Chateaubriand, 22 volumes in-8° (77 fr. l'ouvrage complet); le 20^e volume vient de paraître. Aux Œuvres complètes de Buffon, 20 vol. in-8°, et 20 cahiers de planches en noir à 2 fr. chaque. Le 18^e vol. est publié. (En écrivant affranchir.)

ADOLPHE GUYOT, PLACE DU LOUVRE, N. 18.

CÉCILE,

PAR M. EUGÈNE SUE.

Un beau volume grand in-18, orné d'une jolie vignette. — Prix : 4 fr.

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE.

NAVIRE AÉRIEN

Monté par un équipage de 17 personnes, ET DESTINÉ A DES VOYAGES DE LONGS COURS.

En même temps qu'il est un sujet d'étude digne d'un sérieux examen, cet objet d'art, nouveau dans les annales de la science aéronautique, offre au public le spectacle le plus intéressant par ses proportions inusitées, l'originalité de sa construction, et le mécanisme ingénieux qui le dirige.

ENTRÉE :

Table showing entrance fees: 'Tous les jours de la semaine' for 1 fr., 'Le Vendredi' for 2 fr.

Le Ballon-navire est exposé de 6 heures du matin à 9 heures du soir.

Aux ateliers de construction de la Société, Champs-Élysées, Cours-la-Reine, en face le pont suspendu des Invalides, au coin de l'allée d'Antin. L'ascension publique aura lieu le 15 août, au Champ-de-Mars, à 2 heures. — Les omnibus du Carrousel passent devant la porte. Cette station correspond avec la Bastille, et toutes les autres stations de Paris. Toutes les voitures de Passy, Auteuil, Sèvres, Saint-Cloud, Versailles, etc., etc., passent également sur le quai, devant l'Établissement. — A compter du 12, l'exposition sera fermée. Ces trois journées du 12 au 15 sont réservées pour des expériences préparatoires, que le peu d'étendue des ateliers ne permet pas de faire en présence du public.

DEPUIS PLUS DE VINGT ANS

M'étant consacré spécialement à la guérison des maladies produites par la carie des os, le hasard m'a conduit à faire l'application de mes moyens aux CARIES DES DENTS, dont je garantis la cure radicale sans les extraire, et la cessation immédiate de leurs douleurs. Tous les jours de 2 à 4 heures, au cabinet de consultations, rue BEAUREGARD, n. 6, près le boulevard Bonne-Nouvelle.

SIROP DÉPURATIF (DIT DE CUISINIER).

Pour la guérison radicale des DARTRES et MALADIES SECRÈTES. La SALSEPAREILLE, à haute dose, en est la base; étant approuvé et consigné dans le Codex, ses propriétés sont incontestables. Il se vend avec l'instruction, par bouteilles de 5 à 9 fr., à la pharmacie de M. Hardouin, rue de l'Arbre-Sec, n. 42, à Paris. (Affranchir.)

AVIS A MM. LES MEMBRES DE LA MAGISTRATURE. MÉDECINE LÉGALE.

Le JOURNAL DE SANTÉ (un numéro par semaine, 10 fr. par an, rue Monsigny, n. 2.) donnera dans ses prochains numéros une série d'articles sur les questions de médecine légale. Le Directeur a l'honneur de prévenir les personnes qui auraient des questions difficiles à résoudre, que le comité de médecine attaché à la rédaction s'empresse de répondre à toutes celles qui lui seraient adressées. — Ecrire franco au Directeur du journal.

PAR BREVET D'INVENTION.

PATE DE REGNAULD AINÉ,

PHARMACIEN, RUE CAUMARTIN 45, AU COIN DE LA RUE NEUVE-DES-MATHURINS.

La Gazette de Santé signale, dans son N° XXXVI, les propriétés vraiment remarquables de cette PATE PECTORALE pour guérir les rhumes, l'enrouement, la coqueluche, l'asthme, les catarrhes, et pour prévenir aussi les maladies de poitrine. — Pour plus de détails, voir l'instruction qui accompagne chaque boîte.

ON LA TROUVE ÉGALEMENT CHEZ MM.

LAILLET, rue du Bac, 49; DUBLANG, rue du Temple, 139; TOUCHE faubourg Poissonnière, 20; FONTAINE, rue du Mail, 8; TOUTAIN, rue Saint-André-des-Arts, 52; et dans toutes les villes de France.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. (Loi du 31 mars 1833.)

Appert d'un acte sous signatures privées fait à Paris, en date du trente et un juillet mil huit cent trente-quatre, dûment enregistré le neuf août suivant par Labourey, qui a reçu 5 fr. 50 c.; qu'une société a été formée à Paris pour la fabrication et le commerce des papiers peints, entre les sieurs JEAN-LOUIS-FRANÇOIS-STANISLAS LAPEYRE, dessinateur et voyageur en papiers peints, demeurant rue des Boulets, n. 3, à Paris, et ANTOINE-ISIDORE DROUARD, chimiste, contre-maître en papiers peints, demeurant à Reuilly, commune de Bercy;

Que cette société sera en noms collectifs à l'égard des susnommés, et en commandite à l'égard d'un autre intéressé. Le siège de l'établissement sera rue de Beauvau, n. 10, faubourg Saint-Antoine, à Paris. Le raison sociale sera S. LAPEYRE, DROUARD et C^o; chacun des associés gérans aura la signature. La durée de cette société sera de dix années consécutives qui commenceront le quinze septembre mil huit cent trente-quatre, et finiront à pareille époque de l'année mil huit cent quarante-quatre. Le prix de fonds des associés gérans sera de quatre-vingt-dix mille francs,

et celle du commanditaire de cinquante mille francs. Pour extrait conforme à l'acte de société susdaté. Paris, ce neuf août mil huit cent trente-quatre. DROUARD, S. LAPEYRE.

ÉTUDE DE M^e A. GUIBERT, AGRÉÉ, Rue Richelieu, 89.

D'un acte sous signatures privées en date à Paris du premier août mil huit cent trente-quatre, enregistré à Paris, le sept du même mois, par Labourey, aux droits de 7 fr. 70 c.

Fait double entre M. JEAN-LOUIS-NICOLAS-SÉBASTIEN HOUZEAU-MERIEUX, négociant, demeurant à Paris, rue Montmartre, n. 84, d'une part; Et M. JEAN-BAPTISTE-MICHEL-ELIE JOLLY, négociant, demeurant à Paris, boulevard Montmartre, d'autre part;

Il appert ce qui suit : La société contractée entre les parties suivant acte passé en minute devant M^e Marquet et son collègue, notaires à Reims, le quatre janvier mil huit cent trente-deux, pour l'exploitation d'une maison de commerce de mérinos et autres articles de Reims, sous la raison HOUZEAU-MERIEUX et C^o, et dont la durée avait été fixée à dix années, est et demeure dissoute d'un commun accord entre les parties les seize six

cette dissolution se reporteront au trente et un janvier dernier.

M. HOUZEAU-MERIEUX demeure seul chargé de la liquidation.

Pour extrait :

A. GUIBERT.

Suivant acte passé devant M^e Lehon et son collègue, notaires à Paris, le trente et un juillet mil huit cent trente-quatre, enregistré;

Il a été formé une société en commandite entre M. NARCISSE BRAME-CHEVALIER, négociant, raffineur de sucre, demeurant ordinairement à Lille (Nord), alors à Paris, logé rue Vivienne, hôtel des Étrangers, d'une part;

Et ceux qui par la suite deviendraient propriétaires des actions dont il sera ci-après parlé, d'autre part;

Il a été dit que cette société aurait pour objet, la perception en France et dans les Colonies, de tous les bénéfices et avantages sans exception qui pourraient résulter des brevets d'invention, de perfectionnement et d'addition, obtenus par M. BRAME-CHEVALIER, pour des appareils opérant l'évaporation, la cuisson et la distillation par insufflation d'air chaud et de vapeur;

Qu'elle commencerait à partir du premier juillet mil huit cent trente-quatre, et finirait le quatre février mil huit cent quarante-huit;

Qu'elle serait connue sous la raison sociale NARCISSE BRAME-CHEVALIER et C^o;

Que le siège de la société serait à Paris, rue du 29 Juillet, n. 6, qu'il pourrait être transféré par le directeur-gérant, à tout autre domicile de la même ville, sans qu'on fut assujéti à faire de nouvelles publications;

Que M. BRAME-CHEVALIER serait seul gérant-responsable de ladite société, qu'il aurait la signature sociale;

Le fonds social a été fixé à un million de francs, divisé en mille actions au porteur de mille francs chaque.

LEHON.

D'un acte sous signatures privées fait triple à Paris, le six août mil huit cent trente-quatre, enregistré le neuf dudit mois, par Labourey, qui a reçu les droits; A été extrait ce qui suit :

M. BIAIS, associé de la maison UZANNE frères et BIAIS, qui existait entre M. MAURICE-FABIEN UZANNE, M. CHARLES-AUGUSTE-OLIVIER UZANNE et mondit sieur EUGÈNE BIAIS, demeurant à Paris, tous trois rue Thévenot, n. 15, suivant acte du premier janvier mil huit cent trente-quatre, enregistré, et dont le siège était à Paris, susdite rue Thévenot, n. 15, a renoncé à faire partie de ladite société, ce qui a été accepté par ses deux autres co-associés. En conséquence, la société UZANNE frères et BIAIS est dissoute à partir du jour six août mil huit cent trente-quatre, mais elle est reconstituée sous la raison UZANNE frères, entre les sieurs UZANNE frères susnommés pour le temps qui reste à courir, c'est-à-dire huit années et cinq mois.

Suivant acte sous signatures privées en date à Paris du vingt-sept juillet mil huit cent trente-quatre, enregistré à Paris le six août suivant par Labourey, M. JEAN-MARIE BADIN et M^{me} EUPHRASINE-FÉLICITÉ son épouse; M. MATHIEU-ÉDOUARD BADIN, et dame PAULINE-CAROLINE FIEFFE, son épouse, demeurant tous quatre à Paris, à Paris, rue Thévenot, n. 13, ont formé entre eux une société en nom collectif pour dix années, commencées le premier mai mil huit cent trente, et qui doit finir le premier mai mil huit cent quarante, sous la raison sociale BADIN frères, dont le siège est fixé susdite rue Thévenot, n. 13 et 15, et qui a pour objet l'exploitation de la maison de commerce de vins, eaux-de-vie, et fabrique de liqueurs établie à Paris, susdite rue Thévenot, n. 13 et 15;

La signature sociale appartient à l'un et à l'autre des associés,

BADIN frères.

Suivant acte passé devant M^e Batardy et son collègue, notaires à Paris, le vingt-sept juillet mil huit cent trente-quatre, enregistré;

M. ETIENNE-PHILIPPE AUBERT, ancien distillateur, demeurant à Paris, rue Thévenot, n. 13;

Et MM. JEAN-MARIE BADIN et MATHIEU-ÉDOUARD BADIN frères, distillateurs, demeurant à Paris, susdite rue Thévenot, n. 13, ont reconnu que la société formée entre MM. AUBERT et BADIN frères, sous la raison AUBERT et BADIN frères était dissoute à compter du premier mai mil huit cent trente, et que MM. BADIN frères étaient chargés de la liquidation de ladite société.

ANNONCES JUDICIAIRES.

ÉTUDE DE M^e POISSON, AVOUÉ, rue Grammont, 14.

Vente sur publications judiciaires, à l'au lience des criées du Tribunal civil de première instance et du département de la Seine, au Palais de Justice à Paris, local et issue de la première chambre du Tribunal, une heure de relevée;

Des MINES de houille de Languin, et des MAISONS, bâtiments, terres labourables, prés, vignes, jardins, pâtures bois taillis et haute-futaie, etc.; outils, ustensiles, équipages, voitures et chevaux, et généralement de toutes les valeurs mobilières, immeubles par destination; le tout en dépendant, ou y attaché, et situés communes de Nort et de Montzeil, arrondissement de Châteaubriand, département de la Loire-inférieure.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de 328,863 francs 85 centimes, montant de l'estimation, ci. 328,863 fr. 85 c.

L'adjudication préparatoire aura lieu le 23 août 1834.

L'adjudication définitive aura lieu le 10 septembre 1834.

S'adresser, pour les renseignements et avoir connaissance des charges et conditions de la vente : A Paris, à M^e Poisson, avoué poursuivant, rue Grammont, n. 14;

Et à M^e Chodron, notaire, rue Bourbon-Villeneuve, n. 2;

Et à Nantes : à M. Lemaître, administrateur-gérant des MINES de Languin, rue d'Orléans.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Rue Richelieu, 88.

Le mardi 13 août 1834, 10 heures.

Consistant en meubles de salon, tables, pendule, tapis, linge, poterie, et autres objets. Au comptant.

Le prix de l'insertion est de 1 fr. par ligne.

AVIS DIVERS.

MARTIN, TAILLEUR, place de l'École, 6, vend et achète les habits, remet à neuf ceux à moitié usés, loue, dégage et fait des échanges.

VENTE AU RABAIS, Passage Vivienne, 53 et 57.

MM. QUICHE frères, marchands tailleurs, ont l'honneur d'informer le public qu'ayant fait suite

tionner au commencement de la saison une grande quantité de blouses de chasse, redingotes, pantalons d'été, gilets et robes de chambre, en étoffes diverses, ils sont forcés de vendre au-dessous du cours, vu la saison avancée.

NOTA. Il existe aussi en magasin une très grande quantité d'articles d'hiver, tels que manteaux d'hommes et de femmes, redingotes de castorine, pantalons et draperies de tous genres, qui seront vendus aux mêmes avantages.

Avis contre la fausse Crinoline.

Advertisement for 'COLS CRAVATES EN CRINOLINE OUDINOT' with a logo and text describing the product's quality and availability.

GUÉRISON des CORS

PATE TYLACÉENNE. Ce topique est le seul peut-être qui guérissent les CORS, DURILLONS et ONGLES d'une manière constante. On le trouve chez M. BAZOT pharmacien, rue d'Argenteuil, 31, à Paris.

TRAITEMENT DES MALADIES SECRÈTES, de celles de la peau, nommées syphilitiques, des dartres de la gale, par le médecin PAUL, connu depuis longtemps comme l'un des premiers praticiens de ce genre. Quai de l'École, n. 6, près le Pont-Neuf. — Traitement par correspondance. (Affranchir.)

VICHY.

AUX PYRAMIDES, RUE SAINT-HONORÉ, n. 285. Dépôt général des fermiers de Vichy. — Eau naturelle et pastilles de Vichy.

Ces pastilles d'un goût agréable excitent l'appétit et facilitent la digestion. Leur efficacité est aussi reconnue contre la gravelle et les affections calculieuses.

Pour plus de détail, voir l'instruction avec chaque boîte. Prix, eau, 1 fr. la bouteille. Pastilles, 2 fr. la boîte; 1 fr. la demi-boîte. On les trouve aussi chez MM. DUBLANG, pharmacien, 139, rue du Temple; ESPRAT, pharmacien à Chaillot. — Dépôts dans toutes les villes de France et de l'Étranger.

Une médaille a été accordée à M. BILLARD.

MAUX DE DENTS.

LA CRÉOSOTE-BILLARD a été essayée et émise par l'Académie royale de médecine; elle ENLÈVE à l'instant LA DOULEUR DE DENT LA PLUS VIVE et détruit la carie. 2 fr. le flacon avec l'instruction, chez Billard, pharmacien, rue St-Jacques-la-Boucherie, n. 28, p. ès la place du Châtelet.

EAU BALSAMIQUE DE LEBRENT DENTISTE.

Rue de l'ancienne-Comédie, n. 48.

Cette eau raffermi les gencives molles et saignantes, conçoit les dents chancelantes. La réputation dont elle jouit depuis plus de quarante ans, dispense de plus amples détails. On trouve également la poudre quino-carbonique préparée avec le plus grand soin par le docteur Billard.

TRAITEMENT VÉGÉTAL Pour guérir soi-même, sans mercure, les DARTRES ET MALADIES SECRÈTES.

Rue Richer, 6 bis, de 9 à 11 heures.

La méthode du docteur-médecin de la faculté de Paris, remédie aux accidents mercuriels, et guérit radicalement toutes les affections de la peau et les maladies syphilitiques récentes, invétérées ou rebelles, en détruisant leur principe sans jamais les répéter. Ce mode de guérison est prompt, peu dispendieux, et facile à suivre dans le plus profond secret, même en voyageant.

Tribunal de commerce DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS du lundi 11 août.

REGNAULT, maître de pension. Débitation, 11. ROUGIER, M^e tailleur. Syndicat, 11. Société anonyme des mines Jorges, etc., du CREUZOT et de CHARENTON. Clôture, 11.

du mardi 12 août.

GAZEL, ancien agent de remplace, militaire. Concordat, 11. BREDGEM, fab. de cristaux. Concordat, 11.

PRODUCTION DE TITRES.

DESEFFABLE, ancien M^e de papiers à Paris, ci devant place Royale, 9; présentement rue des Francs-Bourgeois Saint-Michel, 7. — Ch. M. Pagny rue basse P. Ste-Denis, 13. — PEINCHAUT, menuisier ébéniste, rue Jean-Robert, 13. — Ch. M. Morel, rue Ste-Appoline, 9. — DURAUD, fabricant de toiles cirées, aux Batignolles, rue de la Sauné, 11; ayant sa fabrique route d'Asnières, 73 et 75. — Ch. M. Durand, rue de Vendôme, 11; Superficie, rue St Jean, 3.

DÉCLARATION DE FAILLITES du vendredi 8 août.

Dame V^e CONSTANT-PÉPIN, épicière, faub. St Antoine, 5. — Juge-comm. : M. Vassal; agent : M. Poitevin, faub. St Martin, 75.

BOURSE DU 9 AOÛT 1834.

Table of market data for August 9, 1834, including columns for 'A TERME', '1^{er} cours', 'pl. haut.', 'pl. bas.', and 'dernier.' with various numerical values.

IMPRIMERIE PIERRE-DÉLAFOSSE (MONTAIGNE) Rue des Bons-Enfants, 54.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature PIERRE-DÉLAFOSSE.